

PROVOCARILE MACROECONOMICE ALE ECONOMIEI ROMANEȘTI PRIVIND INDEPLINIREA CRITERIILOR DE LA MASSTRICHT PENTRU ADERAREA LA „ZONA EURO”

dr. Constantinescu Lucretia Mariana¹,

dr. Drăgoi Violeta²

drd. Goldbach Ioana Raluca³, drd. Niță Bălășescu Cezar Teodor⁴,

Universitatea Valahia din Targoviște, România

Rezumat:

Procesul de adoptare a monedei euro necesită o gestiune realistă și vizionară pentru implementarea unui "proiect de resurse", dat fiind că economia românească necesită o perioadă de adaptare înainte de a intra în "clubul select al zonei euro", perioadă care urmează să fie considerată ca o oportunitate de a finaliza reformele structurale și consolidarea stabilității macroeconomice și nu ca o "pauză", așa cum a declarat guvernatorul Băncii Naționale din România în anul 2008, cu ocazia discursului său la Academia Regală de Științe Economice și Finanțe din Barcelona.

Deși accesul la Uniunea Economică și Monetară (UEM), necesită realizarea cu exactitate a criteriilor de convergență

nominală, procesul de sustenabilitate este strâns legat de convergența reală a fiecărui candidat în cadrul UEM din interiorul Uniunii Europene. În acest articol sunt descrise succesele și non-succesele României pentru a îndeplini criteriile de convergență Maastricht pentru zona euro și răspunsul economiei românești la amenințările privind riscurile pe lungă durată care trebuie să fie analizate și monitorizate, dat fiind că instituirea unei economii bazate pe euro în România presupune un ritm al acestui proces de care depinde în mare măsură de coerența politicilor macroeconomice implementate de autoritățile române.

Cuvinte-cheie: integrare economică, politica monetară, de convergență, rovocări sustenabile, macroeconomice, convergență nominală, convergență sustenabilă.

¹ Person en contact: Constantinescu L.M., enseignant-chercheur, département Management –Marketing ,

Faculté de Sciences Économiques, Str. Lt. Ion Stancu, nr.35, Targoviste, Roumanie; tel/fax: +40245213920; E-mail:

² Enseignant-chercheur, département Finances-Comptabilité, Faculté de Sciences Économiques, Str. Lt. Ion Stancu, nr.35, Targoviste, Roumanie; tel/fax: +40245213920; e-mail:

³ Doctorand en L'école doctorale de l'université Valahia, Str. Lt. Ion Stancu, nr.35, Targoviste, Roumanie; E-mail:

⁴ Doctorand en L'école doctorale de l'université Valahia, Str. Lt. Ion Stancu, nr.35, Targoviste, Roumanie ; E-mail:

DEFIS MACROECONOMIQUES DE L'ECONOMIE ROUMAINE ISSUS DE L'ACCOMPLISSEMENT DES CRITERES DE MASSTRICHT AFIN D'ADHERER A LA „ZONE EURO”

dr.Constantinescu Lucretia Mariana²,
dr.Drăgoi Violeta²

drd.Goldbach Ioana Raluca³, drd.Niță
Bălaşescu Cezar Teodor⁴,

Université Valahia de Targoviste,
Roumanie

Résumé

Le processus d'adoption de la monnaie EURO nécessite une gestion réaliste et visionnaire d'implémentation d'un « projet-ressources » étant donné que l'économie roumaine requiert une période d'adaptation avant d'entrer dans « le club select de la zone Euro », période qui doit être considérée comme une opportunité de compléter les réformes structurelles et de consolider la stabilité macroéconomique et non « une pause» comment le

² Person en contact: Constantinescu L.M., enseignant- chercheur, département Management – Marketing ,

Faculté de Sciences Économiques, Str. Lt. Ion Stancu, nr.35, Targoviste, Roumanie; tel/fax: +40245213920;

E-mail: maractinescu@gmail.com

² Enseignant-chercheur, département Finances- Comptabilité, Faculté de Sciences Économiques, Str. Lt.

Ion Stancu, nr.35, Targoviste, Roumanie; tel/fax: +40245213920; e-mail: violeta_dragoi@yahoo.com

³ Doctorand en L'école doctorale de l'université Valahia, Str. Lt. Ion Stancu, nr.35, Targoviste, Roumanie;

E-mail: ioanagoldbach@yahoo.com

⁴ Doctorand en L'école doctorale de l'université Valahia, Str. Lt. Ion Stancu, nr.35, Targoviste, Roumanie ;

E-mail: cezar.nita@yahoo.com

gouverneur de la Banque Nationale de la Roumanie disait en 2008, à l'occasion de son discours de l'Académie Royale de Sciences Économiques et Finances de Barcelone.

Bien que, afin d'accéder à l'Union économique et monétaire (UEM), soit nécessaire d'accomplir justement les critères de convergence nominale, le processus de durabilité est étroitement lié à la convergence réelle de chaque candidat à UEM au sein de l'Union Européenne.

Notre travail expose les réussites et les non-réussites de la Roumanie afin d'accomplir les critères de la convergence de Maastricht pour la zone euro et la réponse de l'économie roumaine aux menaces à longtemps, envisageant les risques qu'il faut être analysés et surveillés, étant donné que l'instauration d'une économie euroisée en Roumanie suppose un rythme de ce processus qui dépend en grande mesure de la cohérence des politiques macroéconomiques mises en œuvre par les autorités roumaines.

Mots-clé: intégration économique, politique monétaire commune, convergence soustenable, défis macroéconomiques de la convergence nominale, convergence soustenable.

JEL Classification: B22; E42;E44;E52;E61;F01;F33;G18;G28

Introduction

L'environnement géopolitique Européen créé après 1989 à la suite de l'écroulement du communisme a permis l'initiation des accords d'association avec les pays ex-socialistes de l'Europe Centrale et de l'Est pour qu'en janvier 2007 on arrive à une «Union Européenne à 27».

La globalisation a actionné sur l'Union Européenne en encourageant le

remplacement d'un espace économique des régions et des nations indépendantes avec un «*espace Européen sans frontières*» contourné comme une *zone de la liberté de circulation des marchandises et des facteurs de production*», qui va générer de l'efficience au niveau de la production et de la consommation et une meilleure allocation des facteurs de production au point de vue régionale et des secteurs économiques" en construisant une **économie de dimensions Européennes**, et le Traité de Nice (2000) a lancé la plus radicale réforme des institutions communautaires afin de faire front aux provocations dérivées à la suite de la Vème vague d'extension de l'UE.

1. "Euroland", une nouvelle dimension du Marché Européen unique

La nouvelle étape, supérieure du processus de l'intégration Européenne est fondée par la consolidation du Marché unique à la base de l'introduction d'une monnaie standard. L'introduction effective de la monnaie unique Européenne- Euro - s'est inscrite comme une troisième (et la dernière) étape du stade de la réalisation de l'**Union Economique et Monétaire Européenne** (UEME)

L'UEME est une zone qui utilise une seule monnaie sur le Marché unique de l'Union Européenne, caractérisé par la circulation sans restrictions des personnes, des biens/ services, à la base d'une monnaie standard et du capital. Cette zone assure le cadre nécessaire de stabilité et de croissance économique qui se caractérise par l'existence d'une banque centrale indépendante et des obligations légales assumées par les Etats participants de promouvoir des politiques économiques nationales rigoureuses étroitement coordonnées.

L'Apparition de la monnaie Européenne - **EURO** - a été sûrement l'événement financier mondial le plus important après la création du système financier international (Bretton Woods) et représente une étape importante de la construction Européenne qui s'inscrit dans un processus commencé il y a cinq décennies.

On prendra en compte: la convergence des politiques économiques; la convertibilité totale et irréversible des monnaies; établir d'une parité fixe; éliminer les marges des fluctuations des cours; la libéralisation complète des mouvements des capitaux et l'adoption de certaines lignes directrices pour agréer les budgets nationaux.

Adopté en 1985, le Rapport Cechinni dénommé «*La Charte Blanche concernant l'achèvement du Marché Interne Unique*» a démontré clairement que les avantages d'un tel marché unique ne puisse être pleinement valorisés dans les conditions de la persistance de certains coûts élevés des transactions financières à l'intérieur des communautés et d'une instabilité (même si mineure) des taux de change des monnaies des Etats membres.

Le Rapport Delors a proposé un processus à trois étapes de réalisation de l'UEME qui conduise à une meilleure coordination des politiques économiques et monétaires nationales des états membres aux règles strictes concernant la dimension et le financement des déficits budgétaires et à la constitution d'une institution communautaire indépendante qui définissent et mettent en œuvre la politique monétaire communautaire. L'approbation du Rapport Delors par le Conseil Européen de Madrid (juin 1989) a signifié aussi le lancement du processus de la libéralisation complète des mouvements de capital en

huit des douze pays membres au terme final le 1 juillet 1990. Pour que l'UEME soit un succès à long terme on a imposé les objectifs suivants :

➤ réaliser le Marché unique en éloignant les incertitudes et les coûts inhérents aux transactions qui impliquent des changes entre les monnaies nationales différentes, comme d'assurer une comptabilité totale des prix et des coûts à l'intérieur de la zone euro aussi ;

➤ approfondir le degré de l'intégration du Marché unique en accélérant l'intégration du marché financier;

➤ renforcer la stabilité monétaire dans la zone de l'Euro ;

➤ promouvoir le progrès économique et social;

➤ créer l'identité de l'Union Européenne et l'affirmer sur la scène internationale (à l'aide humanitaire pour les pays non membres, une politique externe et sécurité commune, en s'impliquant pour solutionner les crises internationales, des positions communes dans le cadre des organisations internationales) ;

➤ instituer la citoyenneté Européenne (ce qui ne remplace la citoyenneté nationale, mais en la complétant), ce qui confère un nombre des droits civiles et politiques aux citoyens Européens ;

➤ développer une zone de liberté, sécurité et justice (liée du fonctionnement du marché interne et, particulièrement, de la libre circulation des personnes) ;

➤ exister et se consolider à la base du droit communautaire (le corps législatif adopté par les institutions Européennes avec les traités fondateurs).

Afin d'accéder à UEM, les économies nationales doivent se préparer pour répondre à n'importe

quelle exigence de l'Union : atteindre antérieurement un haut degré de convergence entre les économies de l'EUROLAND concernant la situation des indicateurs macroéconomiques, l'implémentation des politiques fiscales et budgétaires nationales compatibles et soumises à de certaines disciplines communes également. Jusqu'à présent, parmi le 27 Etats membres de l'UE juste les 15 pays - Belgique, Allemagne, Irlande, Grèce, Espagne, France, Italie, Cyprès, Luxembourg, Malte, Les Pays Bas, Autriche, Portugal, Slovénie et Finlande ont adopté la monnaie EURO et ils participent intégralement à la III-ème étape de l'UEME. Danemark et le Royaume Uni jouissent d'un statut particulier – le droit de choisir de participer ou non à la III-ème étape de l'UEME*. Des autres 10 pays UE sont obligés « d'adhérer à l'EURO dans une période indéterminée », notamment qu'à l'avenir pour les nouveaux membres de l'UE il n'y aura pas de permanentes dérogations de la participation à la « **Zone EURO ou Euroland** » comme celles qui sont accordées à Danemark et à la Grande Bretagne.

Pour les pays émergents avec l'économie en transition, candidats à la zone EURO afin d'accomplir les critères de convergence devient plus compliqué parce que le niveau de la productivité de travail de leurs économies est plus bas que dans les pays de l'UEME et l'écart entre les deux productivités (spécifiques aux secteurs commerciaux et aux services) est plus grande que dans les pays membres de l'UEME. (T. Popescu, 2004). De plus, les politiques restrictivement anti-

* Danemark en 1992 et le Royaume Uni en 1997-ont communiqué au Conseil de l'UE qu'ils ne désirent pas pour l'instant en faire partie de l'UEME.

inflationnistes, non accompagnées par la restructuration et les performances de l'économie réelle peuvent actionner comme un frein de leurs croissance et développement et elles sanctionneront justement les secteurs performantes, ce qui, à long terme, va induire un nouveau processus inflationiste**. (V. Adăscăliței, 2008, p.47)

2. Instauration d'une économie euroisée dans la Roumanie: l'introduction de la monnaie EURO et la modalité de fonctionnement d'un nouveau système monétaire

Après l'adhésion à l'Union Européenne (2007), l'indice d'attractivité de l'économie roumaine est passé de (-59%) en 2005 à (+66%) en 2008. Depuis cette période-là, la Roumanie a été considérée par les milieux d'affaires, comme l'une des régions les plus attractives de l'Europe Centrale et Orientale à côté de la Russie où l'indice d'attractivité est passé de 63% (2007) à 72% (2008) et d'Ukraine, qui dispose d'un index d'attractivité économique en progression de 56% (2007) à 67 % (2008). L'attractivité d'une économie est la pierre angulaire qui renforce le développement d'une pays/région. Les investissements directs étrangers (IDE) dépendent de nombreux facteurs internes, comme par exemple, l'indice de compétitivité de l'économie nationale ou la croissance/récession de l'économie mondiale, mais le plus important reste la

confiance dans le climat politique et la macrostabilité économique.

Les institutions Européennes envisagent que l'adoption de la monnaie unique doit être l'aboutissement à une intégration économique régionale réussie. Cette « théorie du couronnement » avait été défendue notamment par les représentants allemands lors de la négociation du Traité de Maastricht. Ces derniers avaient souhaité que seuls puissent constituer l'Union monétaire les États qui auraient fait un effort suffisant pour faire converger leurs économies. C'est pourquoi les critères de convergence ont été établis, dont certains devaient être impérativement respectés pour que le pays candidat puisse accéder à la monnaie unique. L'UE a maintenu cette position vis-à-vis des pays candidats et récemment admis au sein de l'UE. Le Conseil des Ministres de l'Économie et des Finances des Quinze a examiné lors de sa session du 7 novembre 2000 le cadre des stratégies de change pour les pays candidats, en faisant la distinction entre l'adhésion à l'UE et l'adoption de l'Euro. Les nouveaux Etats, dès leur adhésion, participent à l'Union Économique et Monétaire, tout en bénéficiant d'une dérogation pour l'adoption de l'Euro en attendant qu'ils puissent satisfaire les critères de convergence. Le Conseil des Ministres a précisé que l'adoption unilatérale de l'Euro doit être considérée comme la phase dernière d'un processus de convergence dans un cadre multilatéral.

2.1 La politiques macroéconomiques de la Roumanie concernant l'accomplissement de la convergence nominale.

L'adoption de la monnaie Euro par la Roumanie est conditionnée par

** Deutsche Bundesbank estime qu'approximativement 2-2,5% de l'inflation des pays candidats à la „zone euro” à la cause de „l'effet Balassa-Samuelson” va déterminer une inflation plus grande que dans les pays membres de l'UEME (The EU Accession Countries in the run-up to Euro, Germany, KfW - Research, no. 10/2004, p. 7)

l'accomplissement concomitente et soustenable des critères de la convergence nominale **définis par les critères de Maastricht** et par ceux de **convergence juridique**.

La principale raison de l'implémentation de ces critères signifie d'éviter les possibilités que l'UEME soit destabilisée à la suite de l'admission prémature d'un pays dont les fondements économiques ne sont encore compatibles avec ceux qui ont une monnaie stable.

A travers le Traité de Maastricht on a décidé que chaque pays membre de l'UE y compris doit accomplir les suivants **critères de convergence** :

(a) la stabilité des prix reflétée du fait que le taux de l'inflation des Etats sollicitants se situe au delà de 1,5% de la moyenne des taux d'inflation des trois premiers pays membres de l'UE qui en enregistreront les plus bas niveaux ;

(b) la stabilité et un niveau bas du taux d'intérêt à long terme, dans le sense de le maintenir aux émissions des titres d'Etat dans la marge de variation de $\pm 2\%$ vis-à-vis de la moyenne des taux d'intérêt à long terme des plus performants trois Etats communautaires ;

(c) la santé des finances publiques fondée sur une position fiscale soustenable reflétée par un déficit budgétaire qui ne dépasse pas 3% du PIB et par une dette publique inférieure à la limite de 50% du PIB, en prix courants ;

(d) la stabilité du taux de change de la monnaie nationale qui doit se maintenir dans l'intervalle des marges de fluctuation du mécanisme du taux de change (**2-ème étape**). Le nouveau mécanisme du taux de change a comme but de fixer les monnaies des Etats membres qui ne font pas partie de la zone euro à l'Euro, en établissant, de commun accord, d'un taux central fixe,

mais ajustable, via-à-vis de l'Euro et d'une bande standarde de fluctuation de $\pm 15\%$. Une bande plus étroite de fluctuation peut être établie par un commun accord, à four et à mesure qu'on enregistre des progrès en ce qui concerne la convergence. Cette dernière condition est aussi la plus dure, parce qu'en la 2ème étape, les autorités bancaires nationales ne bénéficient pas de garantie explicite des autres banques centrales d'intervenir pour appuyer leur monnaie, dans le sense de la maintenir dans la marge de fluctuation convienne en participant au mécanisme des taux de chage du Système monétaire Européen durant les derniers deux ans antérieurs à la date d'entrée dans l'Union monétaire.

2.1. Dans quelle mesure la Roumanie respecte les critères de Maastricht, élément susceptible de rassurer l'UE ?

Une fois admise par l'UE en 2007, la Roumanie a du affronter les provocations d'un contexte significativement changé avec un niveau élevé des interdépendances entre les Etats membres de l'UE, ce qui nécessite un comportement stratégique raisonnable et soustenable.

L'Objectif stratégique de la Roumanie comme pays membre de l'UE est représenté par la convergence à côté des autres pays membres de l'UE, aux termes du bienêtre individuel de ses citoyens et de la société en général. Au niveau macroéconomique, la convergence avec l'UEME signifie d'assurer un rythme de croissance économique plus élevé que la moyenne communautaire, pour un intervalle de temps suffisamment long (dizaine d'années).

En 2000, la Roumanie a eu sa première croissance économique, après une période de trois ans de récession. En 2007 après l'adhésion à UE, la croissance a été de 8%, et en 2008, elle était évaluée environ de 9%, la Roumanie en occupant la seconde place parmi les pays de l'Union Européenne, après de la République Tchèque (graph.1)

ZEW - Centre Européen de Recherche Économique d'Allemagne - a publié en 2008, une statistique qui montre que la Roumanie a été considérée le pays le plus attractif de l'Europe Centrale et de l'Est membre de l'Union Européenne pour les investisseurs étrangers, au-delà de la Pologne, la République Tchèque et l'Hongrie (graph.2)

Vers la fin de l'année 2008, la crise économique mondiale a commencé à se dérouler en Roumanie aussi et le ralentissement économique devient une réalité. La demande intérieure en 2008 a renforcé la position du moteur de la croissance économique; le segment responsable - la demande des consommateurs, qui a enregistré le taux de croissance le plus élevé (13,7%) depuis 1999. Brute de capital fixe - le segment le plus dynamique de la demande globale - a enregistré un ralentissement du rythme (de 30% à 24,3%), et l'exportation des biens/services était de 17,4%. (graph 3) La contribution de la consommation finale à la croissance du PIB de la Roumanie a été soutenue principalement par le composant privé (14,6%) et la consommation publique a montré une dynamique nette inférieure de 4,9% (graph.4). Durant 2010, quand le volume d'IDE a été plus bas qu'en 2009 et la consommation qui a déjà été le moteur de la croissance de l'économie, la Roumaine a échappé de plus en plus.

Après avoir examiné la position actuelle de la Roumanie sur le Marché Unique Européen nous nous demandons dans quelle mesure la Roumanie respecte les critères de Maastricht, élément susceptible de rassurer l'UE ?

Afin accéder à la zone Euro, la Roumanie doit accomplir non seulement les critères de convergence nominale assurée par les critères économiques concernant l'évolution de l'inflation et du déficit budgétaire, mais aussi, d'implémenter un mixe cohérent de ses politiques macroéconomiques qui lui va permettre une convergence économique réelle minime avec les pays de la zone euro. Il faut prendre en compte l'adoption des politiques structurelles qui permettent une croissance économique saine rapide et soustenable.

L'Accomplissement des critères de convergence nominale par la Roumanie en 2009 n'a pas consigné un progrès, en étant dominé par la crise financière et économique mondiale. L'objectif de réduire le déficit budgétaire moins de 3 % du PIB en 2012, afin de respecter le calendrier du passage à l'euro, est devenu plus ambitieux étant donné les niveaux élevés atteints en 2008 et surtout en 2009. En même temps, la vulnérabilité financière récemment visible de certains pays de la zone euro a renforcé le besoin de démontrer la soustenable de l'accomplissement des critères de convergence nominale, doublée par un progrès mesurable dans la direction de la convergence réelle et par la maintenance de la stabilité financière.

1. Le taux d'inflation

En 2009, le taux moyen annuel de l'inflation de la Roumanie, calculé à la

base de l'indice harmonisé des prix de consommation (IAPC) a été de 5,6 %, beaucoup plus grand que le niveau de référence de 1,1 % (en comparaison avec l'année 2008, l'écart vis-à-vis de la valeur de référence s'est majoré avec 0,6%). Dans le contexte d'une contraction économique plus sévère en Roumanie que dans les autres pays, le rythme relativement lent de réduction du taux d'inflation est dû tant aux certaines rigidités structurelles encore persistantes sur le marché des produits et sur le marché du travail, qu'à un pair de facteurs à l'action variable durant l'année 2009. Sur le marché du travail, les exemples comprennent la mobilité réduite de la force du travail, en ce qui concerne la rélocation régionale et aussi la reconversion professionnelle, les procédures compliquées et longues de donner congé, l'existence des contrats collectifs. Dans les conditions d'une restreinte sévère de la production, dans le I-er trimestre du 2009, le taux annuel d'inflation s'est accéléré temporairement (le sommet de 6,8% en février), à la suite de la tendance de dépréciation de la monnaie nationale. De telles influences ont exercé la majoration des accises en euros pour les carburants et l'inversion de la tendance descendente du prix du pétrole sur les marchés internationaux, la croissance substantielle des coûts unitaires avec la force du travail et la détérioration des anticipations inflationnistes.

Conformément aux prévisions de la Banque Nationale de la Roumanie (BNR) de la fin de l'année passée, le but annuel de l'inflation pour 2010 était prognosé à $3,5\% \pm 1\%$. Malheureusement, tout cela n'a pas été vrai, car, en juillet 2010, on est arrivé à 7,1% - le plus grand taux de l'Union Européen. Le phénomène est dû à

l'augmentation de TVA et aux conditions météo non favorables qui ont affecté la production agricole de la Roumanie. Le niveli actuel met en évidence un décalage puissant entre la Roumanie et la valeur de référence du critère (3,6% en juillet 2010) en portant une tendance de croissance.

2. Les taux d'intérêt à long terme

Dans la période de référence avril 2009 – mars 2010, les taux d'intérêt à long terme se sont situés, approximativement, à 9,4%, valeur nettement supérieure à celle de référence de 6% correspondante au critère de convergence concernant les taux d'intérêt. Les années dernières, les taux d'intérêt à long terme de la Roumanie ont connu une croissance accentuée dans le contexte des niveaux élevés de l'aversion des investisseurs envers le risque et des incertitudes concernant les perspectives de l'économie. Récemment, ces indicateurs se sont inscrits sur une voie décroissante, mais ils ont continué se placer aux niveaux relativement hauts, et le taux d'intérêt à long terme associé aux obligations émises par l'Etat Roumain a été de 7,1% en mars 2010.

3. Le Cours de change

En 2009 la monnaie Roumaine (LEU)^{***} - s'est dépréciée avec 2,9% envers l'euro, en termes réels. De la perspective du respect des critères de convergence nominale, car la monnaie ne participe pas, pour l'instant, à l'ERM II on n'a pas défini une parité centrale en rapport avec laquelle on peut apprécier l'encadrement des fluctuations du cours de change dans la bande de $\pm 15\%$. L'Evolution du cours de change de la

*** LEU est la monnaie nationale de la Roumanie qui est abrégé RON dans les statistiques officielles.

monnaie nationale a des implications majeures sur l'accomplissement des objectifs de la politique monétaire de la BNR de la perspective d'assurer la stabilité des prix et de maintenir la stabilité du système financier. (graph 5)

D'une coté, les amples fluctuations du cours de change dans le sens de la dépréciation peuvent affecter négativement tant la performance de l'inflation (à la suite de l'effet significatif de *passthrough*), que la stabilité du système bancaire aussi (quand ses actifs sont exprimés principalement en devises).

4. Le Déficit budgétaire

En juillet 2009, *le Conseil de l'Europe a inclut la Roumanie dans la procédure du déficit excessif* en recommandant **de rémédier la situation budgétaire jusqu'en 2011 et en février 2010, ce terme a été prolongé jusqu'en 2012**. La motivation a été qu'en 2009 le déficit budgétaire de la Roumanie ait été de 8,3% du PIB, valeur bien supérieure à celle de référence de 3%, plafon établit comme condition pour adopter la monnaie euro. Le poids de la dette publique de la Roumanie en PIB a été de 23,7% (2009), sous le seuil établit par la Commission Européenne à 60% du PIB. Pour l'année 2010, la Commission Européenne prognose la diminution du déficit budgétaire à 8,0% du PIB et l'augmentation du poids de la dette publique en PIB à 30,5%.

En ce qui concerne des autres indicateurs fiscaux, le poids du déficit a dépassé le poids des investissements publics en PIB, en 2009 et en 2010 il y a une situation similaire. Donc, la Roumanie doit entreprendre pour la période 2010-2012 une consolidation fiscale de 1,75% du PIB, le moins pour chaque année. Pour démarer le processus

de correction du déficit budgétaire, *l'accord stand-by conclu avec le Fond Monétaire International* prévoit l'élaboration et l'implémentation des trois actes législatifs: *le salaire unique pour le personnel budgétaire, la réforme du I-er pilon du système des pensions et le renforcement de la responsabilité fiscale*. Dans leur adoption on a enregistré des retards significatifs: la loi des salaires unitaires du personnel payé des fonds publics a été adopté en septembre 2009, mais elle nécessite des amendements et une nouvelle grille qui a été ratifiée juste en 2011; la loi de la responsabilité fiscale est entrée en vigueur en mars 2010 et la loi de la retrait a été adoptée vers la fin de 2010. Quoique le gouvernement ait imposé un glacement des postes et des salaires du personnel budgétaire, il est nécessaire d'imposer des mesures supplémentaires afin de réduire plus accélérément du déficit budgétaire.

L'analyse du respect concernant les critères de convergence nominale par la Roumanie met en évidence que, jusqu'à présent, Roumanie a accompli seulement **l'un des cinq critères de convergence – la dette publique – niveau qui qualifie la Roumanie en proportion de 20% dans le club sélect de l'„EURO ZONE”**. Des autres critères restent pas encore achevés parmi lesquels, **les plus graves envisagent le déficit budgétaire et l'inflation**.

Quoique pour entrer dans la troisième étape de l'UEME soit obligatoirement d'accomplir seulement les critères de convergence nominale, la soustenabilité de ce processus se trouve dans une liaison étroite avec la convergence réelle de chaque Etat candidat. Cela on suppose la diminution des décalages entre les pays en ce qui

concerne le niveau de la productivité et des prix, ce qu'implique la croissance des revenus des pays en cours de développement vers le niveau existant dans les pays industrialisés.

En Roumanie, la réalisation de la convergence réelle a eu un start retardé, la cause principale en étant la difficulté avec laquelle on a implémenté les réformes structurelles (la privatisation en particulier et la libéralisation des prix).

Durant le temps dernier, le système financier de la Roumanie a évolué dans des conditions puissamment marquées par la manifestation virulente de l'actuelle crise financière et économique globale, quoique au début, on ait parcouru une période de croissance économique accompagnée pourtant par un déficit externe relativement important et par une augmentation de la dette externe à court terme aussi.

Le secteur bancaire roumain avec une position dominante dans le système financier, a résisté à ces pressions dans les conditions dans lesquelles, la stabilité financière était pressionnée par la volatilité du financement externe et les conséquences de la détérioration du climat économique externe se reflétaient aussi sur la qualité du portefeuille des crédits, notamment que le risque de créditer est devenu la vulnérabilité majeure du secteur bancaire roumain.

La Banque Nationale de la Roumanie comme autorité de surveillance, a réactionné aux nouveaux menaces en assurant ponctuellement les liquidités, le suivre plus strictement des banques, des mesures d'amélioration du cadre de réglementation prudentiel et, avec le Gouvernement, à travers les accords de financement signés avec le Fond Monétaire International et l'Union Européenne. Ces accords ont assurés le

financement correspondant du déficit du compte courant et ont transmis une crédibilité élevée des politiques économiques et financières implementées dans l'économie roumaine.

Dans les conditions de la globalisation financière, la flexibilité des opérations d'open market a eu un effet favorable, en prenant en compte le fait que les marchés du capital, plus qu'ils deviennent plus développés et sofistiqués, plus les banques centrales doivent croître l'habileté d'utiliser les instruments de politique monétaire, tant dans le secteur primaire, que sur le marché secondaire des titres gouvernementaux aussi. En partant du considèrent que les opérations d'open market représentent l'instrument principal de la politique monétaire, il résulte que les autres instruments doivent être ajustés également, de telle manière qu'on assure l'accomplissement des objectifs. Les ajustements dépendent en grande mesure, des stratégies adoptées journalièrement pour gérer les opérations d'open market, de la structure du marché, de la stabilité et la prédictibilité de la relation entre l'offre de monnaie et les variables macroéconomiques. *L'Evolution des opérations déroulées par la Banque Nationale de la Roumanie (BNR) durant les années 2009 - 2010 s'est réalisée conformément aux nécessités imposées par les conditions du besoin de liquidité sur le fondement de la création monétaire et sous l'influence du milieu économique international.*

Conformément aux publications de la BNR, les opérations réalisées à partir du mois d'avril 2009 se réduisent pas à pas jusqu'en 2010 dans les conditions d'un taux d'intérêt également décroissante. C'est ainsi que la BNR déroulait des opérations en valeur de 811, 4 million

RON en avril 2009 dans les conditions d'un taux d'intérêt de référence de 10,07% et d'un taux d'intérêt de politique monétaire de 10,00%. En 2010 pour ce genre d'opérations, la moyenne quotidienne arriverait en mars à la valeur de 27,3 million RON dans les conditions d'un taux d'intérêt de référence de seulement 7,25% et d'un taux de politique monétaire de 6,5%. Le cours de ces opérations d'injection des liquidités se superpose au nécessaire manifesté dans l'économie Roumaine durant toute cette période-là, fait suggéré évidemment par l'absence de l'activité spécifique aux opérations inverses à celles mentionnées également. A la base de l'absorption de la liquidité, la BNR décide d'actionner principalement pour attirer des dépôts, la dernière moyenne quotidienne publiée en mai 2010, réalisée dans les conditions d'un taux d'intérêt de 6,25% en atteignant la valeur de 126,5 million RON, notamment que durant la période avril 2009-mai 2010, BNR n'a plus émis des certificats de dépôts.

En 2010, l'implémentation de la politique monétaire s'est effectuée conformément aux décisions adoptées par le Conseil d'administration de la BNR et elle a suivi deux axes d'action stratégique:

□ réduire le taux d'intérêt de politique monétaire avec 0.5%, afin d'arriver à un niveau de 6.5% en avril, et ensuite, à une valeur de 6.25% en juillet;

□ gérer attentivement la liquidité du système bancaire et maintenir les niveaux courants des taux des réserves minimes obligatoires applicables aux passifs en lei et, respectivement, en devises des institutions de crédit.

À travers les opérations du marché correspondantes aux années antérieures, BNR a fourni de la liquidité aux banques à

la base de l'excédent de liquidité généré par les entrées de capital, en occupant la position de débiteur net envers le système bancaire. Eviter les problèmes de transmission de la politique monétaire est la raison pour le recours à l'intervention valutaire afin d'éliminer les inversions temporaires de la position de la BNR de créiteur envers le système bancaire. Les inversions valutaires ont été utiles non seulement dans le cas du taux de change afin de le maintenir dans un intervalle compatible avec les fondements macroéconomiques, mais également pour gérer mieux la liquidité sur le marché monétaire roumaine.

Les directions d'action économique en vue de la création monétaire et de la liquidité économique se sont reflétées sur de certains éléments comme les réserves minimes obligatoires qui, en 2009, ont eu des taux de 20 % et des dépôts constitués en RON en se diminuant ultérieurement à 15%, et pour les dépôts en devises en se présentant aux valeurs de 40%, en arrivant à présent à 25%. Ces taux ont mis à la disposition de la BNR des liquidités qu'on a pu utiliser dans le moment où cet indicateur s'est constitué comme une conséquence négative de la crise.

L'Analyse de l'accomplissement des conditions concernant les critères de convergence nominale par la Roumanie met en évidence que, jusqu'à présent, notre pays a accompli seulement l'un des cinq critères de convergence / celui de la dette publique – niveau qui qualifie la Roumanie en proportion de 20% dans le club selecte „EURO ZONE”. Il reste encore quatre critères parmi lesquels les plus graves envisagent le déficit budgétaire et l'inflation (www.bnro.ro)

Quoique, pour entrer dans la 3-ème étape de l'UEME il soit obligatoirement

justement l'accomplissement des critères de la convergence nominale, la sustenabilité du processus se trouve, comme on a déjà montré, en liaison étroite avec la convergence réelle de l'Etat candidé. Cela suppose la diminution des décalages entre les pays en ce qui concerne le niveau de la productivité et les prix, ce qu'implique la croissance des revenus des pays en cours de développement vers le niveau existant dans les pays industrialisés. Elle est synthétisée par le *niveau PIB/habitant* exprimé à la parité du pouvoir d'achat standard et le Traité de Maastricht ne mentionne pas de critères explicités concernant sa réalisation. En Roumanie, la réalisation de la convergence réelle a eu un start retardé, la principale cause en étant la difficulté avec laquelle on a implémenté les réformes structurelles (la privatisation en particulier et la libéralisation des prix). Le PIB de la Roumanie en 2008 a été ascendant rapporté à 2007 avec 7,3%, croissance expliquée par les évolutions des secteurs services et constructions, et, en 2009, le PIB a diminué avec 7,1% envers 2008, évolution expliquée par la diminution des activités économiques de la majorité des branches de l'économie Roumaine, spécialement, la production industrielle et les constructions, à la base de l'approfondissement de la crise économique au niveau national, ce qui a déterminé la diminution de la demande dans presque tous les secteurs (www.bnro.ro)

L'année 2009 a été l'année de grands déséquilibres, quand le taux du chômage s'est situé à 7,8%, dans les conditions d'une modération du taux d'inflation jusqu'au niveau de 5,59%.

Quoique *le déficit de la balance des paiements diminue jusqu'au niveau de -5,168 millions euros*, à la suite de la

décroissance de l'activité d'import-export (voie graph.6), *le déficit budgétaire de la Roumanie en 2009 augmente vis-à-vis de l'année 2008 avec 48%, dans les conditions d'une dette de la Roumanie envers le FMI et d'autres institutions financières internationales.*

La Roumanie a enregistré une majoration graduelle du déficit du compte courant et de capital de la balance des paiements, dont le poids en PIB a cru de 3,1% en 2002 jusqu'aux niveaux très élevés, de 12,8% du PIB, en 2007. A la suite d'une compression accentuée de la demande interne, ce qui a conduit à la diminution des imports, le déficit du compte courant et de capital s'est réduit significativement de 11,1% du PIB en 2008 à 4,0% du PIB en 2009. (Rapport BNR, 2009, p.24)

La Position des investissements internationaux de la Roumanie s'est détériorée considérablement de -26,9% du PIB en 2000 à -61,9% du PIB en 2009.

Les investissements étrangers directs de la Roumanie ont financé intégralement le déficit du compte courant qui, en janvier 2010, était de 15 millions euros. En 2010, les investissements étrangers directs ont totalisé 2,596 milliards euros, moins de 25,57% envers l'année 2009 quand on a enregistré un niveau de 3,488 milliards euros. Les investissements étrangers directs ont été réalisés prépondairement par des participations au capital qui ont totalisé 2,04 milliards euros, le reste des entrées (556 millions euros) en représentant les crédits intra-group. « Les crédits intra-group » ont totalisé, au 31.01.2011, une valeur de 272 millions euros et les participations au capital consolidées avec la perte nette estimée (-32 millions euros) conformément à un communiqué de la

Banque Nationale de la Roumanie.(Wall-Street Journal on-line/15.03.2011)

À présent, la Roumanie passe par un moment très difficile à l'occasion des pressions de toutes les directions et le gouvernement de la Roumanie étant obligé d'adopter des certaines mesures afin de redresser la situation économique du pays et d'éviter d'arriver dans une situation tellement grave comme celle de Grèce. À la base de l'aggravation de la crise économique, du mois du mai 2009, notre pays a appelé à un emprunt au Fond Monétaire International et la délivrance des anciennes tranches s'est faite avec quelque difficulté déterminée par les conditions non favorables de nature politique, fiscale et économique; la plus récente tranche du Fond a été conditionnée de certaines mesures que le Gouvernement devrait adopter, parmi lesquelles les plus graves se réfèrent à la diminution des salaires avec 25% et l'augmentation du TVA avec 5%, jusqu'au niveau de 24%, afin de réduire finalement les dépenses budgétaires et la croissance des revenus encaissés par le budget de l'Etat pour redresser la situation de l'économie nationale.

Banque Centrale de Roumanie a contribué à maintenir l'équilibre économique par la politique monétaire promue, par des manœuvres des taux d'intérêt en fonction des évolutions des autres indicateurs (le taux d'inflation, spécialement) et par la gestion de la liquidité de l'économie. En étudiant les théories monétaires – financières qui sont à la base des décisions économiques, monétaires, fiscales, on peut dire que les mesures adoptées par le Gouvernement de la Roumanie s'inscrivent dans le cadre de la théorie monétariste qui place la monnaie à la base de la conservation de la richesse, la demande de la monnaie en dépendant

partiellement de la production monétaire. La situation de notre pays à présent dépend dans une certaine mesure de la création monétaire excessive du passé qui n'a pas eu une couvrement réel des biens et des services.

Conclusions

Le déclin économique est déjà une réalité pour la Roumanie, les incertitudes concernant la stabilité financière, la politique monétaire implémentée comme la conjuncture politique précaire aussi dirigent l'Etat dans une direction à laquelle on n'accorde pas de perspectives rapides de revenir. C'est la raison pour laquelle on peut affirmer que seulement une collaboration de toutes les politiques macroéconomiques peut rétablir le déséquilibre produit par les actions implémentées uniquement dans un seule direction, des actions prouvées inefficaces et capables de générer des effets négatifs inattendus.

Afin de définir la sousténabilité de la croissance économique à moyen et à longtemps pour la Roumanie, il est absollument neccéssaire de désigner un « projet-resources » susceptible :

□ de continuer les réformes structurelles qui stimulent la croissance de la productivité du travail et de la compétitivité des produits Roumains sur les marchés externes.;

□ d'implementer une politique fiscale et monétaire plus restrictive que celles projetées;

□ de mettre en œuvre une politique des revenus qui n'ajoute plus de pressions concernant la demande de consommation.

La sousténabilité à long terme de la croissance économique en Roumanie impose de concevoir le développement

économique et social, deux mesures capables à aider la Roumanie, à notre avis.

➤ les **réformes structurelles** qui s'avèrent nécessaires pour renforcer l'efficacité de la gouvernance;

➤ que le Gouvernement de la Roumanie fixe sans retard **des nouveaux objectifs de résilience économique** pour tenter de résister puis de palier rapidement les effets de la crise financière actuelle qui frappent son économie.

Cet «projet-ressources» envisagant des multiples actions et vecteurs de la performance de l'économie de Roumanie *doit être le point de convergence d'une filière «en amont» d'actions économiques, techniques et sociales qui lui permette de se réaliser*. Il doit être aussi *le point de départ d'une filière «en aval» de réalisation d'actions de développement générées par les nouvelles opportunités*

BIBLIOGRAFIE

1. Adăscăliței, Virgil,(2005), Euromarketing,2ème édition revue et ajoutée, Maison d'édition Uranus, Bucarest
2. Avram Cezar, Radu Roxana, Gaicu Laura, (2006), Union Européenne.Passi et présent, Maison d'édition Universitaria, Craiova
3. Avram Cezar, Radu Roxana, Pîrvu Gheorghe, Gruescu &al.,(2007), La Roumanie et les exigences d'intégration européenne, Maison d'édition Alma, Craiova
4. Avram, Ion, (2001), Union Européenne et l'adhésion de la Roumanie, Maison d'édition Sylvi, Bucarest
5. Banque Nationale de la Roumanie, Rapports Annuels, 2008, 2009, 2010
6. Bulletins mensuels de la Banque Nationale de la Roumanie, 2008, 2009, juillet 2010
7. Constantinescu, Lucretia, Mariana, «Les effets de la crise financière sur les investissements directs étrangers en Roumanie», communication présentée au XXVIème Colloque d'Association Tiers Monde, «Crises et soutenabilité du développement», juin 2009, Université de Strasbourg, France
8. Isărescu Mugur, «Les enjeux de la politique monétaire dans un pays émergent. Cas de la Roumanie», discours à l'Academie Royale des Sciences Économiques et Finances, Barcelone, Espagne, février 2008

qu'ils ouvrent pour l'économie roumaine des nouvelles sources, afin d'agrandir sa compétitivité au sein du Marché unique européen.

Cette **approche «systémique» du développement** par **«projet-ressources»** apporte une réponse positive au **«comment faire ensemble»**. Cependant elle demande plus de „professionnalisme” dans la réflexion collective, la fixation des enjeux, l'application cohérente des modèles, le pilotage des actions. Le point central de convergence du cet «projet-ressources» doit être l'exploitation d'une «ressource-clef» du pays qui est la croissance économique. Une démarche globale que Joseph Stiglitz prône en écrivant : «...Les écoles sans emplois ne conduisent pas au développement, de même que la libéralisation des échanges sans routes n'apporte pas de commerce....»

9. Neffati, Mohamed, Constantinescu, Lucretia Mariana, Chebira, Boualem, «Analyse comparative de la compétitivité dans la zone euroméditerranéenne», communication au 56-ème Congrès de l'Association Internationale des Economistes de Langue Français, «Compétitivité, solidarité et croissance économique mondialisée», Universitatea VALAHIA, Roumanie, mai 2009, publiée dans la revue «Les Annales de l'Université Valahia de Târgoviste, section : Sciences économiques», le XIV-ème année, No.26/2009, p.147-169

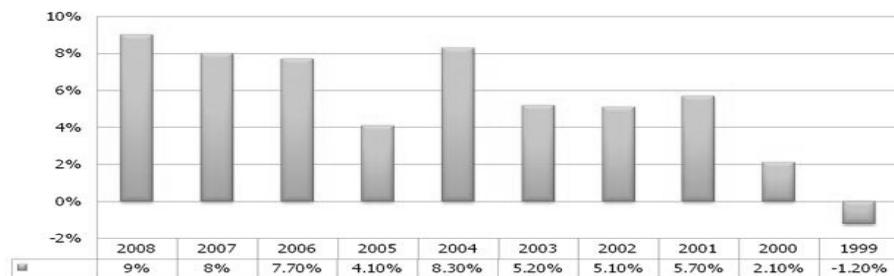
10. Olteanu Alexandru, Rădoi Madalina Antoaneta, (2005), Politiques et stratégies nationales et de communautaire dans le domaine financier-banPolitici și strategii nationale și comunitare în domeniul financiar-bancar, Maison d'édition Dareco, Bucarest

11. Raport de convergence de la Banque Central de l'Union Européenne, 2010

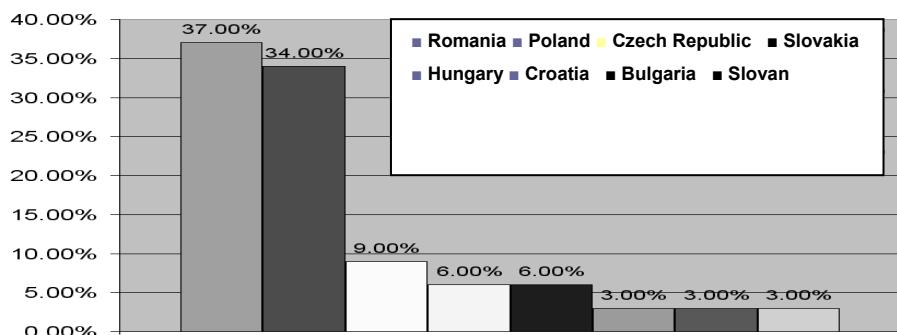
12. INTERNET Ressources

1. <http://www.ecb.int/>
2. <http://www.wall-street.ro/>
3. <http://www.tnctv.ro/>
4. <http://www.zf.ro/>
5. <http://www.moneyline.ro/>
6. <http://www.ins.ro>
7. <http://www.christian-biales.net/documents/EURO.pdf>
8. <http://www.bnro>

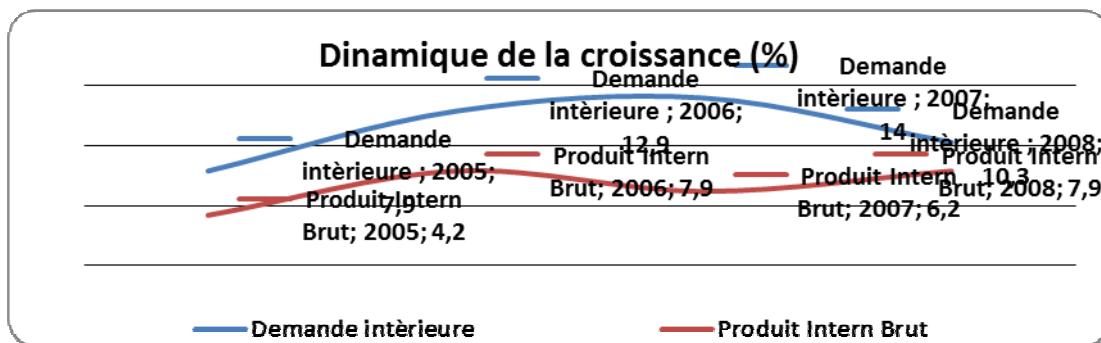
LISTE DES GRAPHIQUES



⁵Graphique 1: Le rythme de la croissance économique de la Roumanie entre 1999-2008 après les calculs faits par des auteurs.



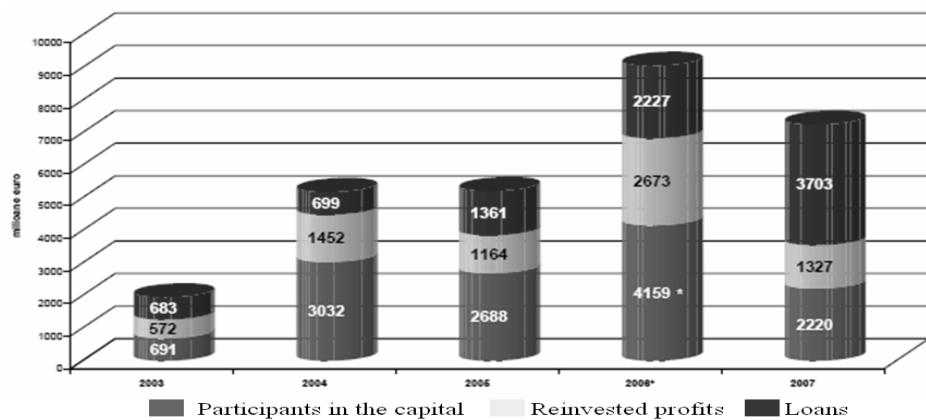
Graphique 2:Les pays les plus attractifs de l'Europe Centrale&Est pour IDE après ZEW



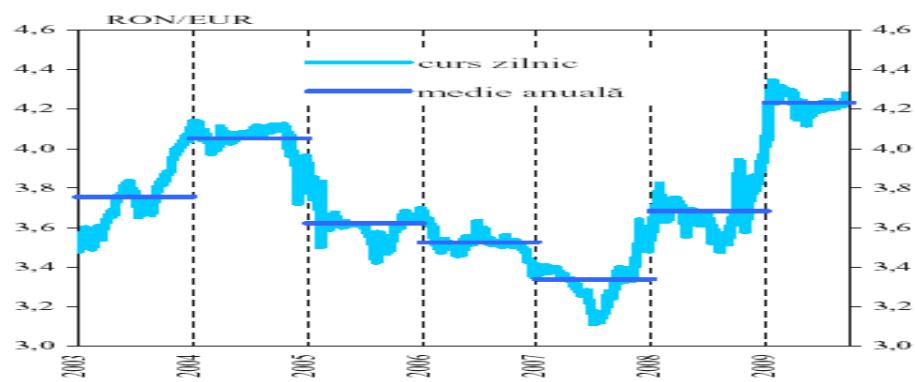
⁶Graphique 3: La dinamique de la demande intérieure et du PIB de la Roumanie durant les années 2005-2009 apres les caulkules faits par des auteurs

⁵ Institut National de Statistics de la Roumanie, Annuaire statistique de la Roumanie, 2008

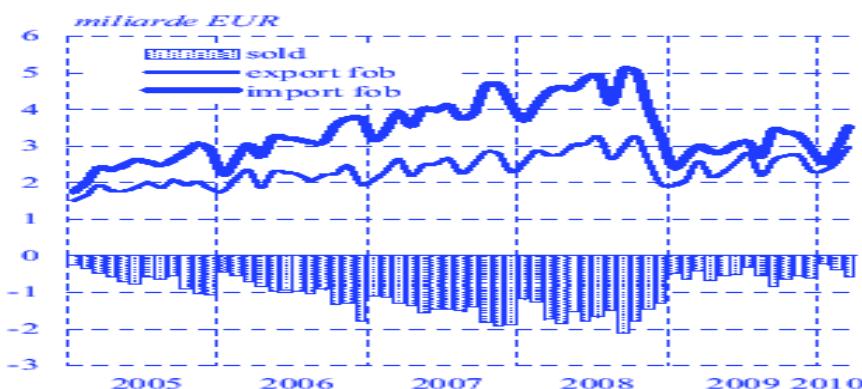
⁶ Institut National de Statistics de la Roumanie Annuaire statistique de la Roumanie, 2009



⁷Graphique 4: Composition de la demande en Roumanie entre les 2005-2008 ans



⁸Graphique 5: L'évolution de taux de change RON/Euro



⁹Graphique 6: L'évolution de la balance commerciale de la Roumanie durant 2005-2010 ans

⁷ Raport de la Banque National de la Roumanie, 2008, p.3

⁸ www.bnro.ro

⁹ idem